



Déclaration liminaire CAPD du 9 septembre 2014

En cette première CAPD de l'année scolaire, le SNUipp-FSU de la Dordogne tenait à rendre hommage à notre collègue du Tarn morte, poignardée sur son lieu de travail, le jour de la sortie des classes. Cette mort n'a pas de sens, il ne faut pas chercher à l'expliquer. Cela étant, ce crime a exacerbé toutes les angoisses, les souffrances au travail que les collègues accumulent depuis trop longtemps. Et il ne faut pas les sous-estimer, le malaise est profond. Les nombreux appels téléphoniques et messages reçus à l'école E. Herriot et à la section du SNUipp-FSU du Tarn, venant de la France entière, en attestent. Au delà de cet événement, c'est tout un climat d'agressivité latente contre notre profession que nous tenons à pointer. Être enseignant est aujourd'hui un métier dit « à risque ».

C'est ce que révèle l'INSEE, dans une étude qui concerne les professions les plus sensibles. 12 % des personnes travaillant pour l'Education Nationale déclarent avoir été victimes de menaces, d'insultes ou d'agressions physiques. Ce chiffre est deux fois supérieur à l'ensemble des autres professions concernées par l'étude statistique. Dès lors, nous ne pouvons que constater les manques de notre institution et le retard pris pour la mise en place des CHSCT dans l'éducation nationale ou le manque de personnels formés à l'accueil et à la médiation des conflits dans les écoles. Par ailleurs, le climat délétère entretenu par des organisations extrémistes attaquant l'école et ses personnels finit par aboutir à des passages à l'acte de personnes fragiles ou déséquilibrées.

Dans le même temps, les effectifs augmentent, les remplacements ne se font plus, la formation continue qui permettait de souffler et de prendre du recul disparaît. **Isolement, culpabilisation, mise en demeure d'obtenir des résultats alors que les moyens n'en sont pas donnés, la souffrance au travail est réelle.** Quant au regard des parents, s'il reste encore majoritairement bienveillant, il ne cesse de se dégrader, à l'image de la dégradation sociale dont ils sont victimes.

En cette rentrée aussi, Najat Vallaud-Belkacem arrive au ministère de l'Éducation nationale. Au-delà du symbole que représente l'arrivée pour la première fois d'une femme rue de Grenelle, ce qui importe, pour le SNUipp-FSU, c'est l'action qu'elle va conduire à partir de cette rentrée. Pour notre syndicat, qui a demandé à la rencontrer au plus vite, l'urgence est à l'amélioration des conditions de travail des enseignant-es comme évoqué auparavant, levier indispensable pour la

réussite de tous les élèves. D'évidence, la réforme des rythmes scolaires n'est pas une réponse. De la même manière, il nous faut des moyens pour bien faire notre métier, ce qui nécessite un budget à la hauteur des ambitions. Il faudra aussi que les chantiers ouverts soient poursuivis, qu'il s'agisse de la réforme de l'éducation prioritaire ou des dispositifs pédagogiques lancés l'an passé avec le « plus de maîtres que de classes » et la scolarisation des moins de trois ans ou des nouveaux programmes. Il faudra enfin que soient traités au plus vite les dossiers toujours en souffrance, tout particulièrement ceux de la direction d'école, de la formation continue, de l'enseignement spécialisé et des salaires

Dans le cadre qui est le notre, la CAPD qui statue sur la carrière des enseignants, le SNUipp/FSU souhaite rappeler son attachement au paritarisme et à son fonctionnement qui passe par le respect des règles établies.

Pour nous, l'équité et la transparence sont des règles fondamentales.

Selon l'enquête Harris réalisée pour le SNUipp/FSU en cette rentrée 2014, si les enseignants ressentent de la fierté dans l'exercice de leur métier, il n'en reste pas moins qu'il y a chez eux une crise de confiance vis-à-vis de l'institution et un réel désir de reconnaissance.

Nous sommes ici pour examiner les dernières affectations. Or pour ces dernières, aucun barème n'est affiché. Nous ne connaissons pas la méthode employée. Nous apprenons également par mail que trois ouvertures supplémentaires ont eu lieu, dont acte. A aucun moment nous n'avons été consultés, ces situations semblent nouvelles. Nous n'avons même pas les chiffres, d'autres sont à évoquer, dans quel cadre, à quel moment ?

Pour que la représentation des personnels soit réelle et efficace, dans la transparence et l'équité, nous aurions dû tenir un CTSD avant cette CAPD qui ne sert aujourd'hui que de chambre d'enregistrement.

Les délégués des personnels SNUipp-FSU24